

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet/août) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 284 – Janvier 2025

Les braves gens

Un mineur parmi tant d'autres

International

États-Unis : Elon Musk publie son plan choc ...

Comment l'Ukraine est prise au piège ...

« Mon ennemie, c'est la finance »

Une Géorgie prorusse et une Moldavie ...

Deux identités prises entre tiraillements ...

Accord UE-Mercosur : ...

Société.

... dans les comptes de la famille Mulliez

Majorité communale à Mons :

Un homme de qualité

Elle s'appelait Rebecca

Lecture

La liste de Kersten, un juste parmi les démons.



LES BRAVES GENS

Un mineur parmi tant d'autres



Ils étaient seize enfants : 13 garçons et trois filles.

Le grand-père était mineur. Le père était mineur. Les fils furent mineurs de fond de taille. Jean devient chef de taille.

Ambiance de travail de volonté, de courage : voilà l'atmosphère de la taille qui vous pénètre et vous rend insensible à la fatigue.

Des hommes accroupis, invisibles l'un à l'autre, sont accrochés à la veine nourricière qu'ils poignent sans répit, utilisant des stylets frappant à plus de 1000 coups à la minute. Derrière les hommes de taille suivent les boiseurs, les ouvriers chargeurs, les hiercheurs, les sclauseurs, les moulineurs, les rscoueurs et tant d'autres presque tous jeunes gens bouillants et habiles.

Jean eut sous sa responsabilité des hommes de différentes nationalités. Dans la cabine de l'ascenseur, c'était : « Al wâde di Dju ! » comme disaient les mineurs. »

Ils descendaient jusqu'à 900 m.

L'exploitation souterraine possède ses voies ferrées, ses wagons, ses chevaux, ses locomotives, ses courroies transporteuses ...

La journée terminée, Jean se lavait sous la douche puis s'habillait proprement : chemise, cravate comme un employé. « Il faut valoriser le métier, disait notre mineur ! »

Le père atteint de la silicose, maladie des mineurs s'éteignit entouré de sa femme et de ses enfants. Quand la mère tomba malade, elle fut recueillie, soignée et dorlotée par Yvon et son épouse Josée qui accueillait les frères et les sœurs rendant visite à la maman. Elle décéda à l'âge de 61 ans. Le médecin traitant leur dit qu'elle était aussi usée qu'une

femme de 80 ans.

Je garde un souvenir ému de la femme admirable qui éleva seize enfants et regrette de ne plus pouvoir la gâter.

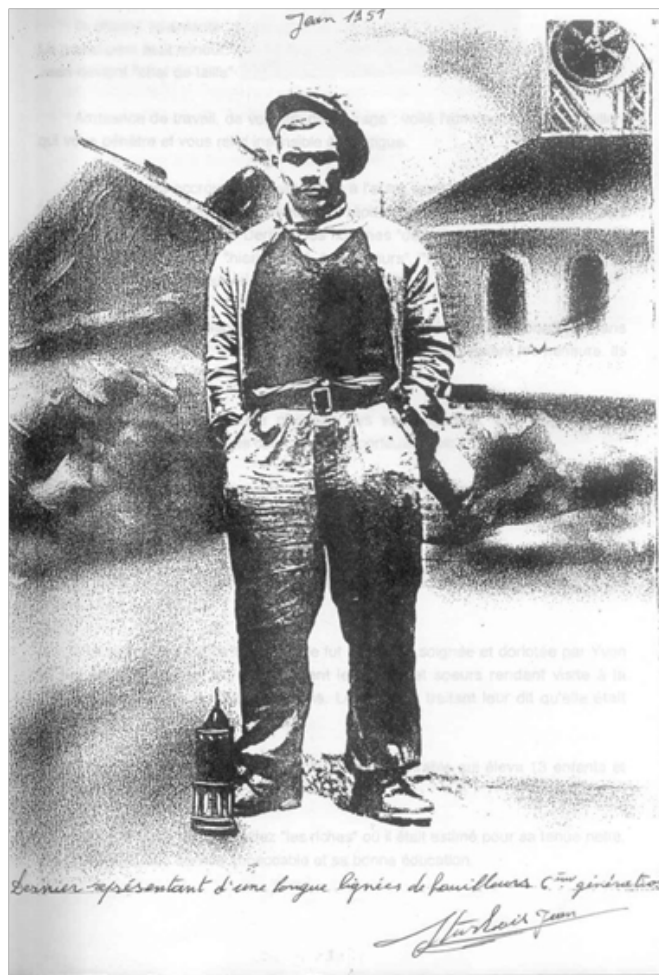
Après la mine, Jean a servi chez les riches où il était estimé pour sa tenue nette, sa ponctualité, son service impeccable et sa bonne éducation.

En 1940, il fut rappelé comme tous les jeunes gens de 16 à 35 ans dans les centres de recrutement de l'armée belge. Il a été cantonné en France à Remoulins. Trois autres frères étaient aussi sous les drapeaux

Quelquefois pour les vendanges, il retourna chez ses amis français de 1940. Le petit salaire reçu lui permet de ramener son vin pour l'année, vin léger vieux de 2 ans pour la semaine et du Châteauneuf du Pape pour les fêtes de famille.

Son épouse José garde son mari et apprécie leur ménage où lui, a son coin, avec son pic, son casque et sa lampe de mineur.

Il a arrangé une douche avec des pavés sur les murs comme celles de la mine. Ils ont une pension et essaient d'en profiter un peu.



Nouvelles

Josée est née à Beringen. Jean est de Courcelles.

Ils étaient des gueules noires.

Quatre des enfants reprenaient leur plus jeune frère colloqué à l'hôpital les « Marronniers » à Tournai. Pendant 30 ans tous les deux mois, ils le reprenaient 5 jours en congé pour qu'il ait le bonheur d'être un peu en famille et garde sa dignité d'homme et où il pourrait encore sourire parmi eux.

« Celui qui sourit est plus fort que celui qui se fâche, proverbe japonais »

Place à l'histoire de la vie de Jean le mineur dans les prochaines semaines.

Jean, un mineur parmi d'autres.

C'est en recherchant ses origines que Jean a découvert qu'avec son frère Yvon, ils étaient les derniers représentants d'une grande lignée de mineurs de fond.

Voici la rétrospective :

En l'an 1778, est né à Thiméon, Sturbois Antoine Joseph, journalier. Son fils Joseph est né à Gosselies le 15 mai 1810 et devint houilleur. Un des fils de ce dernier prénommé Adrien Joseph né à Gosselies le premier février 1839 devint également houilleur. Adrien Joseph eut un fils prénommé Adolphe Joseph né à Gosselies le 12 octobre 1861. Profession :

houilleur. Un des fils de Adolphe Joseph prénommé Auguste Adrien né le 29 janvier 1896 à Gosselies fut mineur de fond. C'est de lui que naquit le 6 octobre 21 à Gosselies Jean-Baptiste Sturbois qui devint mineur de fond également à l'âge de 14 ans.

Jean-Baptiste commence à travailler le 12 février 1936 au charbonnage du Mambourg, siège de Jumet Hamendes.

Yvon, quant à lui est né en 1935 et commence au fond le 9 octobre 1949.

Au début de février 1936, Joseph et Jean accompagnés de leur maman se présentent au charbonnage Saint-Louis à Jumet chef-lieu pour y obtenir du travail. Monsieur l'ingénieur qui les reçoit leur dit : « Oui. On a besoin de gamins pour le fond. » Il ouvre un grand livre et demande leur nom. Notre mère répond : « C'est Sturbois, Monsieur. » À ce moment, Monsieur l'ingénieur relève la tête et demande à notre mère : « Les Sturbois de Viesville ? ». « Oui, répond notre mère. » L'ingénieur referme son livre et nous dit/ « Il n'y a pas de travail ici pour les communistes, Madame ! » Mes parents étaient, en effet, tenanciers de café et les réunions du Parti communiste se tenaient chez eux.

Et voilà que nous arrivons en début de 1936. J'avais travaillé tout le mois de décembre 1935 dans une ferme de Gerpennes. Puis au mois de janvier 1936, dans la ferme Dediste à Viesville. Mon frère Joseph m'avait remplacé à Gerpennes car la boulonnerie



Nouvelles

l'avais mis en chômage mais il n'y est resté qu'un mois car il fallait beaucoup travailler pour 60 francs par mois et il fallait payer le logement et la nourriture. Alors lui aussi avait abandonné la ferme. Mais il nous fallait faire vivre la famille. C'est pourquoi en 1936, nos parents ont pris la décision de nous envoyer dans la mine car on ne trouvait pas de travail dans les casseroles.

C'est ainsi que mon frère Joseph et moi sommes descendus au fond de la mine le 12 février 1936 au charbonnage du Mambourg, siège des Hamendes à Jumet

Je suis engagé au prix de 17 francs par jour et mon frère Joseph âgé de 16 ans à 20 francs. Je peux dire que je me souviens encore du 11 février au soir : je pleurais car j'avais peur de la mine. On avait toujours entendu mon grand-père, mon père et mon oncle raconter le travail. C'est pourquoi nous avions déjà peur avant de descendre. Mon père dit : « Ne pleurez pas. Aussitôt que nous nous serons rattrapés financièrement, vous sortirez de la mine car moi aussi, ça me faisait de la peine de savoir que vous alliez descendre demain. »

Au charbonnage, les mineurs se plaignent de leur travail. Les délégués qui représentent les syndicats socialiste et catholique parlent beaucoup des congés payés. Le 13 juin 1936, nous partons en grève. Tous les puits des bassins de Charleroi, du Centre et du Borinage sont fermés. C'est la grève générale. Elle ne sera pas longue car le 26 juin 1936, on reprend le travail. On a obtenu une augmentation de 1 % et 6 jours de congés annuels. Mais voilà les jours de congés étaient calculés sur l'année 1935. On avait droit à un jour de congé pour 2 mois de travail. Ce qui fait que mon frère et moi, nous n'avions pas droit aux congés payés cette année-là.

Pour en revenir au 12 février 1936, jour de ma première descente, un surveillant prénommé Dekersse dit à un ouvrier : « Prends le gamin entre tes jambes dans la cage de l'ascenseur pour qu'il n'ait pas peur. » . Arrivé au fond, je regardais la galerie comme si je l'avais déjà vue auparavant. Je n'avais qu'une petite lampe à huile et l'ouvrier m'a dit : « Attention de ne pas la cogner car vous n'auriez plus de lumière. » Les ouvriers, eux, avaient des lampes électriques.

Donc au mois d'août 1936, les ouvriers ont reçu leur première semaine de congés. Mon frère et moi avons été mis au chômage car nous n'avions pas 6 mois de service. Alors, nous sommes allés nous engager chez Monsieur Bronchain, propriétaire d'une moissonneuse batteuse qu'il déplaçait de ferme en ferme et sur les champs pour battre les meules de blé

Toujours est-il que nous sommes rentrés en fin de la

semaine avec un salaire et nous avons été nourris ce qui fit la joie de nos parents.

Le lundi suivant, retour à la mine. L'après-midi, après avoir terminé notre travail, il y avait des délégués du syndicat à la grille. C'était un contrôle car ils souhaitaient savoir si nous étions syndiqués.

Alors, un délégué m'a dit ; « Vous direz à votre papa qu'il doit aller vous inscrire dans un syndicat car si nous vous n'avez pas votre carnet pour le mois prochain, vous ne pourrez plus travailler. » Comme de bien entendu, nous sommes allés nous inscrire à la Maison du Peuple de Viesville.

De nos parents, je recevais 3 francs et mon frère 5 francs par dimanche pour nous rendre à notre travail. Nous allions à pied jusqu'à Gosselies Calvaire. Là, nous avions en tram jusqu'à la chaussée de Gilly à Jumet et nous devions changer de tram vers Ransart jusque Jumet Hamendes. On payait 75 centimes aller et retour pour une demi-place car nous possédions un carnet de famille nombreuse

Je me souviens qu'en passant à Joly, un coron de Viesville, c'était notre chemin pour aller travailler, ma marraine me voyant passer avec les deux mains bandées me cria : « Mon Dieu, vous avez été blessé, gamin ? » Je lui dis : « Non marraine, j'ai attrapé la gale de l'eau car je travaille dans une taille où il y a beaucoup d'eau. »

Un vélo.

En septembre de la même année, un marchand de vélos à bon marché s'est installé à Viesville. Les vélos portaient la marque Arc-en-Ciel. Ils étaient fournis par un grossiste de Gosselies, Pierre Van Vandermissen, surnommé Pierre Delire. Je me souviens que nous avons acheté chacun une bicyclette. Moi, un vélo routier à payer 5 francs par semaine et mon frère Joseph un vélo de course. Dans ces années,

Ancien quartier de Courcelles Motte



tous les jeunes voulaient faire de la course en vélo. Je peux dire que j'étais heureux. C'était mon premier vélo et pour aller travailler, on partait une demi-heure plus tard le matin et le soir, on pouvait rentrer jusqu'à 45 minutes plus tôt. Le dimanche, nous pouvions faire des promenades avec nos camarades.

Et voilà qu'un jour, un voisin, Émile Nagels qui travaillait à Forchies -la-Marche est venu dire à mon père que si nous voulions aller travailler là-bas, j'aurais 20 francs par jour et mon frère Joseph 25 francs. Pour mes parents, cela faisait 8 francs de plus par jour. Nous nous sommes engagés et le 15 octobre 1936, nous avons commencé au siège de Monceau Fontaine, e numéro 10 à Forchies-la-Marche. Heureusement, nous possédions un vélo pour nous y rendre. C'était un sale puits avec beaucoup d'eau mais là, nous avons rencontré beaucoup d'anciens camarades de notre père. Il était parti là-bas en 1934 lorsque le Grand Conti de Gosselies avait fermé ses portes.

Ce qui fut dur, ce fut l'hiver 36-37 car de Viesville à Forchies, toutes les routes traversaient les champs. Mais voilà qu'en 1937, mes parents doivent quitter leur maison. Ils trouvent à se reloger à Courcelles-Motte et nous déménageons le 29 janvier 1937.

Pour nous, c'était moins dur à partir de là et nous n'étions plus seuls car beaucoup de camarades de travail venaient de Gosselies, de Sart-lez-Moines, de Courcelles Motte et de la Glacerie.

Aujourd'hui, on peut dire que ce quartier de Courcelles-Motte n'existe plus. Déjà, une partie avait été abattue pour le passage du nouveau canal Charleroi - Bruxelles.

Nous avons assez bien de camarades de Viesville qui venaient nous rendre visite et nous, nous allions souvent à Viesville grâce à notre vélo.

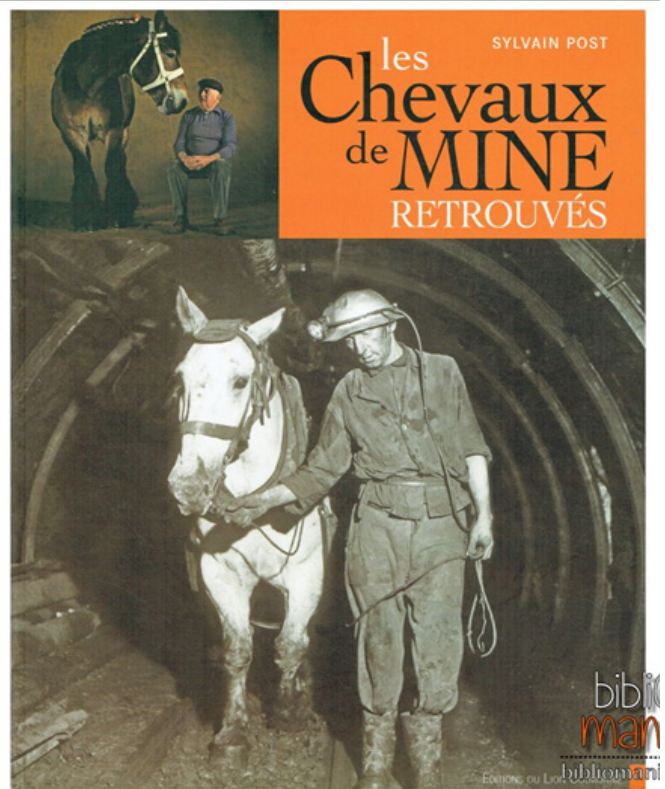
C'est à la Motte qu'un malheur devait nous frapper. Mon frère Joseph dut être hospitalisé durant 8 mois. J'étais donc le seul à la mine. Ce fut très dur pour mes parents mais je fus engagé dans un petit atelier à côté de chez nous. On y fabriquait des chaises et des tables métalliques pour les parcs de délasserment comme Pircha. Je rentrais de la mine vers 15h30 ou 16h et vers 16h30-17h, je commençais donc à l'atelier métallique de Courcelles Motte. Je terminais à 20h parfois 21h mais cela aidait ma mère car à ce moment-là, nous étions encore 10 personnes dans la famille, dont 8 enfants.

En début de l'année 1938, mon frère sorti de l'hôpital ne pouvait plus descendre au fond de la mine. Il a trouvé du travail à Gosselies, ensuite à Jumet pour y faire des briques et au mois de juin toute la famille

l'a accompagné. Et c'est ainsi que je suis resté seul à la maison et que trois ou quatre fois par semaine, mon camarade Fernand Bouillon s'arrêtait à la maison et nous nous arrangions pour une promenade le dimanche.

Mon travail à Forchies

Donc, j'ai été engagé pour 20 francs par jour à Forchies-la-Marche. Pousser le charbon dans les couloirs jusque dans les chariots, c'était très difficile car souvent il y avait de l'eau dans les tailles. Ensuite, j'ai fait rouler des bétottes*. Avec un Italien, je devais charger la bétotte* de charbon à la taille et puis la verser dans une cheminée. Là, nous chargions le charbon dans des chariots. Nous devions relever les jambes de notre pantalon car nous avions de l'eau jusqu'aux mollets.



Un jour, un chef porion me demanda si je pouvais conduire les petits chevaux au-dessus du plan du nouveau montant. Il fallait monter au-dessus du nouveau avec les deux chevaux pendant que l'autre restait à la taille donc au chargement des chariots. Il devait faire avancer les chariots au-dessous de la trémie. Pendant ce temps, moi, avec l'autre cheval, je conduisais les 5 autres chariots à la tête du nouveau montant. Là, un homme les accrochait un à la fois, à un câble et le chariot plein faisait monter celui qui était vide. Comme j'avais eu mes 16 ans au mois d'octobre, je fus augmenté de 3 francs par jour. Ce qui faisait toujours plaisir.

C'est en faisant ce travail de conducteur que j'ai

connu mon camarade Désiré Charlier qui, lui, était occupé en bas du bouveau montant. Il accrochait les chariots libres au câble et décrochait les pleins. À cet endroit, un homme formait des rames de 10 chariots qui étaient tirées par un gros cheval. C'était la règle : dans la mine un petit cheval ne pouvait pas tirer plus de 5 chariots à la fois alors qu'un gros cheval de trait en tirait 10. Moi, je remplaçais un manœuvre donc le conducteur des petits chevaux. Le voilà guéri et il va reprendre sa place au-dessus du bouveau.

Alors, le conducteur des travaux me demanda si je pouvais conduire le gros cheval en bas du bouveau. J'aurais 5 francs de plus par jour ! J'ai accepté de suite. Là, j'étais en compagnie de mon frère Auguste qui conduisait un autre gros cheval. Il desservait toutefois une autre taille et nous nous rencontrions dans la grande galerie. C'est là que l'on formait les grandes rames de chariots qui étaient tirées par des treuils fonctionnant à air comprimé. Ces rames étaient composées de 40 à 45 chariots.

Comme je l'ai déjà écrit, en 1938, toute la famille était partie faire des briques à Jumet Hamendes. Mon frère Auguste et sa femme sont partis aussi pour former une bonne équipe de briquetiers. Je suis resté seul à la maison

J'étais occupé dans la grande galerie et j'avais un bon cheval appelé « Croux ». Un jour, j'ai glissé dans la boue. Heureusement, je me suis retenu à la chaîne du cheval mais je fus quand même blessé car coincé entre les bois et le premier chariot de la rame. Ce ne fut pas grave. Je n'ai perdu qu'une seule journée de travail.

Ce boulot me plaisait très bien car je n'allais plus dans les tailles qui étaient petites et où il coulait toujours de l'eau. J'avais de bons camarades comme Désiré Charlier, Demond Daoust, René Daoust et Raphaël.

Les porions étaient d'anciens camarades de mon père comme Jean-Baptiste Lacassaigne et Auguste Nisole, beau-frère de Alexandre Goret. Ce dernier a perdu son fils Goret Anatole et ses deux petits-fils dans la catastrophe du Bois du Cazier à Marcinelle.

Le conducteur des travaux m'avait promis 5 francs de plus par jour mais je n'en recevais que trois. Alors chaque samedi, au moment de la paie, j'allais réclamer auprès de lui. La seconde fois, il me dit qu'on ne m'augmenterait pas de 5 francs en une fois et qu'il fallait prendre patience. Alors je lui ai dit : « Il ne fallait pas me les promettre » et je lui ai remis mon préavis.

Comme j'avais un camarade, Fernand Bouillon, je lui ai demandé de me rechercher du travail. Ce qui fut dit fut fait : le 10 septembre, je terminais à Forchies-

la-Marche et le 12 septembre 1938, je commençais à Amercoeur puis à Belle Vue à Jumet Gohyssart.

Bouveau: Galerie de traverse qui recoupe la couche de houille ; et, spécialement, galerie percée à partir des puits d'extraction ou d'aéragé et recoupant la veine

Bérotte: brouette

**A suivre.
Jean, le Mineur.**

INTERNATIONAL

États-Unis : Elon Musk publie son plan choc pour dégraisser radicalement les administrations américaines

Licencier en masse des fonctionnaires, déréguler à tout va et sabrer dans les subventions publiques : une tribune dans le Wall Street Journal livre plus de détails sur le plan d'Elon Musk pour réduire drastiquement les dépenses publiques des États-Unis. La tribune est co-signée par l'homme d'affaires Vivek Ramaswamy, chargé avec le patron de Tesla et SpaceX, d'un nouveau service d'efficacité gouvernementale au sein de l'équipe Trump.

Nommer des hommes qui ont fait fortune dans le privé, des hérauts de la libre entreprise pour économiser dans le secteur public, l'idée tient-elle la route ? Quelles pourraient être les conséquences de leurs méthodes radicales ?

Des «Croisés» contre les bureaucrates

Elon Musk et Vivek Ramaswamy, qui ont fait campagne à coups de millions pour Donald Trump lors de l'élection présidentielle aux États-Unis, ont reçu la semaine dernière le mandat de diriger le «Department of Government Efficiency», en abrégé DOGE, un clin d'œil à une cryptomonnaie soutenue par Elon Musk.

Les deux milliardaires ont un plan pour réaliser des économies ambitieuses. Elon Musk avait lancé lors d'un meeting de Donald Trump en octobre, qu'il était capable d'économiser au moins 2000 milliards de dollars («2 trillions» en américain), soit près d'un tiers du budget total du gouvernement américain. Il chiffrait aussi à 100.000 le nombre d'emplois publics à faire passer à la trappe.



Voici à présent les détails de ce plan. La tribune du Wall Street Journal se présente comme une longue tirade, très dense, qui cite sans arrêt la Cour suprême. Une instance qui, c'est important à souligner, compte une majorité de juges conservateurs depuis le dernier mandat de Donald Trump.

Cette tribune démarre par une charge contre les «bureaucrates», ces fonctionnaires non élus qui s'arrogent, selon les auteurs, le droit de définir des règles. «Antidémocratique et antithétique», selon Elon Musk et Vivek Ramaswamy. Et cher aussi, ajoutent-ils.

À ce sujet, le professeur d'histoire à l'ULB Serge Jau-main remarque qu'Elon Musk n'est pas plus élu que les bureaucrates qu'il critique, et qu'à sa différence, les fonctionnaires ont dû passer un examen d'embauche et connaissent le monde de l'administration.

We'll cut costs

En tant qu'entrepreneurs, les signataires de la tribune du Wall Street Journal vont donc mettre de l'ordre dans tout cela. Comme des bénévoles sans salaire, œuvrant hors du cadre du gouvernement. Une agence extérieure donc, et non un ministère classique : cela va permettre au duo de continuer à gérer leurs propres affaires.

Ils se décrivent sans complexe comme des «Croisés». Des «consultants» en quelque sorte, mais des consultants qui ne produisent pas de paperasserie ni de lois. Des consultants qui ne sont pas non plus obligés de faire le détour par le Congrès. Ils se voient comme des dégraisseurs : «We'll cut costs», «Nous couperons dans les dépenses», ce sont leurs mots.

Réduction drastique des règles et réglementations fédérales

Le programme Musk-Ramaswamy repose avant tout sur une réduction des règles et réglementations fédérales. Selon les deux entrepreneurs, de nombreuses règles n'ont aucun droit légal à l'existence

car elles n'ont pas été explicitement approuvées par le Congrès, le parlement américain.

Pour eux, une grande partie des réglementations peuvent donc être suspendues «immédiatement». Elon Musk et Vivek Ramaswamy fondent leur plan sur des décisions récentes de la Cour suprême des États-Unis.

En supprimant toutes ces règles, ils estiment pouvoir créer un climat économique favorable pour le pays. Pratiquement, ils comptent identifier les règles inutiles, les communiquer au président qui les mettra sur pause et entamera le processus pour les corriger ou les supprimer.

Dégraisser et licencier

Elon Musk et Vivek Ramaswamy veulent mener des audits de toutes les dépenses des agences fédérales en suspendant temporairement leurs financements, une autre façon de faire des économies. Ils citent l'information récente selon laquelle le département américain de la Défense a échoué à son audit annuel pour la septième année consécutive et le décrivent comme un exemple de «gaspillage, de fraude et d'abus auxquels presque tous les contribuables veulent mettre fin».

Ils projettent également des réductions massives de personnel en fixant un minimum d'effectifs pour chaque département pour accomplir efficacement ses missions. Un minimum qui va devenir avec eux un maximum. Et ajoutent vouloir traiter avec «respect» ceux qui seraient licenciés, et dirigés «vers le secteur privé». Des primes au départ et des retraites anticipées seront aussi proposées, mais sans plus de détails. En octobre, Elon Musk a suggéré que les fonctionnaires licenciés recevraient une indemnité de départ équivalant à deux ans de salaire.

Enfin, ils entendent revenir sur les possibilités de télétravail nées de la pandémie Covid, en espérant ouvertement que cette mesure suscite des départs volontaires.

Une vision néolibérale et reaganienne au carré

La vision d'Elon Musk fait réagir l'économiste Bruno Colmant : «C'est très proche de ce que Reagan avait voulu faire dans les années 80. Pour lui, le gouvernement n'est pas la solution, mais le problème».

«En fait, ça part de l'idée qu'il y a ce qu'on appelle un 'deep state' aux États-Unis, c'est-à-dire en fait une armée occulte de fonctionnaires qui est contre la libéralisation républicaine, des démocrates qui paralysent le pays. C'est dire qu'il faut licencier des millions de fonctionnaires et laisser l'économie en

liberté, déréguler, déréglementer», poursuit Bruno Colmant. «C'est l'état d'esprit de Trump aussi qui veut que l'esprit primaire de l'humain, l'esprit darwinien de l'humain, prévale sur toute autre forme d'autorité collective».

Bruno Colmant : «C'est très proche de ce que Reagan a voulu faire»

«Aujourd'hui, on a Reagan au carré, on a un monde qui est bien plus hyper-capitaliste qu'il y a une quarantaine d'années. Chaque agent économique est seul par rapport à son destin. C'est une logique qui est purement protestante, qui vise à démanteler la collaboration entre les humains vu comme un frein à l'émergence du progrès, à l'innovation et surtout à l'enrichissement.»

Le monde selon Musk et Trump, est donc «hyper néolibéral», analyse Bruno Colmant, qui met la réussite personnelle au-dessus de la réussite collective, sans solidarité : en bref, cela revient à gérer l'Etat comme une entreprise. Avec des soins médicaux et l'éducation privatisée, sans accès pour les plus démunis.

La nouveauté, ajoute Bruno Colmant, c'est «qu'un Trump s'est affranchi ou prend des libertés par rapport à la loi».

Un choc programmé

Les propos d'Elon Musk ne surprennent pas outre mesure Romuald Sciora, chercheur associé à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques et directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis de l'IRIS : «C'est la confirmation de ce qui figure dans le projet 2025» qui a servi de grandes lignes au programme de Donald Trump. Mais leur mise en place va se traduire par un vrai choc pour les services publics : «Quand on sait déjà que plus de 30 millions d'Américains ne bénéficient d'aucuns soins de santé, on peut s'inquiéter.»

Elon Musk désigné par Donald Trump pour «dégraisser» l'administration, sans avoir besoin du feu vert du Sénat, par ailleurs à sa botte : le multimilliardaire

semble avoir les pleins pouvoirs, et c'est le cas, souligne Romuald Sciora, tant que celui-ci reste dans la ligne du président : «Qu'on ne s'y trompe pas, les propos qui sont parus dans la presse ne sont pas uniquement ceux d'Elon Musk, ce sont ceux de l'administration Trump. Elon Musk est un homme libre et il n'aurait jamais accepté cette mission s'il n'avait pas carte blanche. Mais ses propos s'inscrivent dans la démarche. Trump 2024 n'a rien à voir avec Trump 2016. Aujourd'hui, Trump est devenu l'incarnation de la droite radicale associée à la droite religieuse la plus ultra. C'est devenu un idéologue. Il est entouré d'intellectuels dont son vice-président, qui ont donc un plan et un agenda très précis pour changer la face de l'Amérique, que cela soit au niveau fédéral, au niveau constitutionnel, mais aussi au niveau culturel. «

Les médias publics ciblés

Et d'ailleurs, Elon Musk et Vivek Ramaswamy lorgnent aussi sur «plus de 500 milliards de dollars de dépenses fédérales annuelles qui ne sont pas autorisées par le Congrès ou qui sont utilisées d'une manière que le Congrès n'a jamais prévue» sans citer toutes leurs cibles mais la radio et télévision publique CPB, Corporation for Public Broadcasting, et les plannings familiaux de Planned Parenthood, sont visés ainsi que d'autres «groupes progressistes».

Ils visent aussi une diminution des subsides alloués aux organisations internationales. «Quel coup mortel au système multilatéral», commente Romuald Sciora.

Elon Musk et Vivek Ramaswamy envisagent de terminer leur mission pour le 4 juillet 2026, pour le 250ème anniversaire de la fondation des États-Unis : à cette date, distante d'un an et demi du début de leur mission seulement, ils pensent avoir réformé de façon structurelle les administrations pour ne plus avoir besoin d'un département de l'efficacité.

**Par Jean-François Herbecq avec M. Baele
Extrait Info RTBF**

Comment l'Ukraine est prise au piège de ses créanciers

Après avoir frôlé le défaut de paiement cet été et vu sa note dégradée, l'Ukraine a restructuré une partie de sa dette vis-à-vis de ses financiers : Allemagne, Grande-Bretagne, France et États-Unis. Ils sont prêts à se partager la reconstruction.

Durant l'été, l'Ukraine, qui connaissait des difficul





Le 19 octobre 2024, à Pokrovsk, dans la région de Donetsk, un nœud logistique utilisé par l'armée ukrainienne.

© Maciek Musialek / Anadolu via AFP

tés sur le plan militaire avec les succès russes dans le Donbass, a subi un autre revers. Le 1er août, l'agence S&P a dégradé sa note : « défaut sélectif », à un cran du défaut de paiement. Quinze jours plus tard, c'était au tour de Fitch d'abaisser la note de crédit de l'Ukraine de « C » à « restricted default ».

Le reproche ? Les autorités ukrainiennes n'ont pas pu rembourser une partie de la dette à long terme alors que le pays se trouve en pleine guerre depuis l'invasion russe le 24 février 2022. La destruction des infrastructures énergétiques ralentit la production des usines et pousse une partie de la main-d'œuvre au départ.

Après plusieurs semaines de négociations, l'Ukraine a obtenu une restructuration de 20 milliards de dollars d'obligations internationales, en septembre. L'un des principaux soutiens, le Fonds monétaire international, avait stipulé que la dépréciation était nécessaire pour rendre les niveaux d'endettement viables.

L'objectif des autorités ukrainiennes reste un assouplissement significatif pour pouvoir « emprunter à nouveau sur les marchés financiers internationaux », a expliqué le ministre ukrainien des Finances, Serhiy Marchenko. L'Ukraine veille à « maintenir la stabilité budgétaire nécessaire pour continuer à financer (sa) défense », a-t-il ajouté.

Une croissance dépendante du conflit

En l'espace de vingt ans, deux autres phases de restructuration ont déjà eu lieu. La première avec la crise de 2008, sous l'impulsion du FMI et des libéraux. La seconde intervient après le mouvement de contestation populaire sur la place Maïdan en 2013-2014. Sur fond de partenariat économique avec l'Europe au détriment de la Russie, une crise politique

et économique avait éclaté, se prolongeant en conflit dans le Donbass et en Crimée.

Elle engendre deux années de récession, une base industrielle dévastée par le conflit, une monnaie qui a perdu près de 70 % de sa valeur face au dollar, une inflation proche de 35 %. En échange d'une aide financière, le FMI et l'Union européenne ont réclamé des privatisations, des coupes budgétaires et des ouvertures de capital aux entreprises étrangères dans le domaine de l'énergie.

Après un effondrement de 29,1 % de son PIB en 2022 et une croissance de 5,3 % en 2023, l'Ukraine, selon les prévisions du FMI, devrait réaliser une croissance de 3 % en 2024, avec une inflation projetée à 9 %. « La croissance économique en Ukraine devrait ralentir au second semestre avec les attaques russes contre les infrastructures énergétiques et des effets persistants de la guerre sur le marché du travail et les attentes des entreprises », estime l'organisme. Ce dernier prévoit une croissance économique de 2,5 à 3,5 % pour 2025.

Les produits sidérurgiques, l'énergie (électricité, gaz) et la suspension des droits de douane ou leur aménagement ont favorisé les exportations ukrainiennes (œufs, volaille, sucre, maïs et miel) vers l'UE. Cette reprise commerciale et la hausse de la production militaire nationale ont soutenu la croissance. Mais elle est dépendante du conflit. De même, la production d'acier (10 % du PIB avant 2022), qui demeure cruciale pour l'économie du pays, a chuté de 21,4 millions de tonnes en 2021 à 6,2 millions en 2023 avec les destructions.

Le potentiel économique de l'Ukraine repose sur des gisements minéraux stratégiques d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, tels que l'uranium, le titane, le lithium et le graphite et des terres à blé extrêmement fertiles. Si 80 % du territoire demeurent à l'écart des combats intensifs, la plupart des régions agricoles et industrielles (charbon, acier...) sont rendus inopérantes par les mines et les munitions non explosées.

Les créanciers lorgnent la reconstruction

La reconstruction, prochaine étape pour l'Ukraine, intéresse fortement les principaux groupes de créanciers : Allemagne, Canada, France, Japon, Grande-Bretagne et États-Unis. La Banque mondiale a récemment estimé son coût à près de 500 milliards de dollars. Le pays va devoir lutter contre la pauvreté qui a plus que quadruplé. Une famille sur trois est désormais en situation d'insécurité alimentaire.

Selon la revue britannique « The New Statesman », qui vient de publier un article sur « la bataille néo-

libérale pour la reconstruction de l'Ukraine », le PDG de BlackRock, Larry Fink, aurait déclaré que la reprise de l'économie après la guerre pourrait devenir « un phare pour le reste du monde quant à la puissance du capitalisme ». Non seulement cette reconstruction serait synonyme de débouchés commerciaux, mais elle représenterait une opportunité idéologique.

« Si les dirigeants politiques occidentaux ont vu dans la guerre en Ukraine une occasion de revigorer l'élargissement de l'UE et de l'Otan, Fink et ses semblables y ont vu une opportunité de raviver une foi déclinante dans le capitalisme », écrit « The New Statesman ».

Face à ces vautours, les syndicats ukrainiens sont prêts à en découdre. Le président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), Mykhailo Volynets, alerte déjà : « Chaque jour, les travailleurs voient leurs salaires gelés alors que le nombre d'heures ne baisse pas et que les impôts et les prix augmentent. Avec la reconstruction sur le long terme, la condition inaliénable est le respect des droits des travailleurs selon les normes et les conventions régies par l'OIT. »

Vadim Kamenka
Extrait de l'Humanité.

Une Géorgie prorusse et une Moldavie proeuropéenne ? Deux identités prises entre tiraillements et ombre de la fraude

À une semaine d'intervalle, le 27 octobre, puis le 2 novembre, les deux petites républiques ex-soviétiques de Géorgie et de Moldavie ont voté de façon diamétrale-



ment opposée. L'une aurait fait le choix de la Russie contre son avenir européen, tandis que la seconde, dont les négociations en vue d'intégrer l'UE ont été ouvertes en juin dernier, se serait tournée vers Bruxelles. Analyse.

Quel contraste ! Lors des législatives du 27 octobre en Géorgie, entachées de fraudes et contestées par l'opposition, le parti populiste « Rêve géorgien » de l'oligarque Bidzina Ivanishvili, au pouvoir depuis 2012, récolte 54,2 % des voix, contre 37,3 % aux quatre partis de l'opposition proeuropéenne.

En Moldavie, en revanche, lors du second tour de la présidentielle le 2 novembre, c'est la présidente proeuropéenne sortante Maia Sandu qui a été réélue, avec 55,41 % des voix, contre 44,59 % pour son adversaire Alexandr Stoianoglo, soutenu par les socialistes prorusse et l'oligarque Ilan Șor, recherché par la justice moldave pour malversations et réfugié en Russie.

Un score obtenu grâce aux voix de la diaspora : 160 000 en Europe occidentale, dans un pays de 2,6 millions d'âmes. Car sur le territoire de la république de Moldavie, Alexandr Stoianoglo l'a emporté sur la présidente sortante avec 51,19 % des voix contre 48,81 %.

Certains n'hésiteront pas à affirmer que, à Tbilissi comme à Chisinau, c'est le parti au pouvoir qui aurait décidé du résultat des urnes. Or, en Géorgie comme en Moldavie, les mêmes voix proeuropéennes ont dénoncé les mêmes fraudes organisées « sur le modèle russe », selon la présidente géorgienne Salomé Zourabichivi, ou, pour Maia Sandu, désignant la Russie sans la nommer, la « guerre hybride et une attaque sans précédent menée contre la démocratie », évoquant une « fraude » visant l'achat de 300 000 votes.

En Géorgie, appuyant les conclusions des observateurs indépendants, l'institut de sondage américain Edison Research, auteur de sondages sortie des urnes qui donnait la victoire à l'opposition, a affirmé que la différence entre ses prévisions et les résultats officiels « ne peut être expliquée par des variations ordinaires » et évoqué « une manipulation au niveau local du vote ».

Pas convaincus par l'UE.

Différence notable entre les deux pays, cependant : alors que la police géorgienne est restée au mieux passive, son homologue moldave a décrit les méthodes employées par le voisin russe pour manipuler le scrutin – désinformation, achat massif de votes, menaces de mort, cyberattaques et transports organisés d'électeurs. Elle a documenté un million de transferts d'argent arrivés sur les comptes de 138 000 Moldaves, et chiffré à 100 millions d'euros la somme dépensée par la Russie pour influencer l'électorat moldave.

Reste que l'on aurait tort de conclure que les Moldaves sont proeuropéens. Dans ces deux pays pauvres, Moldavie et Géorgie, qui ont tous deux, à la suite de la sécession de séparatistes, une partie de leur territoire contrôlée par la Russie, la perspective d'une intégration à l'Union européenne (UE) ne convainc guère.

Si 800 000 Moldaves, détenteurs d'un passeport roumain, peuvent directement profiter de ses avantages en venant notamment y travailler, une grande partie de la population sur place craint par-dessus tout la contagion chez eux du conflit en Ukraine. Et reste donc fort réceptive aux réseaux complotistes prorusse, qui

martèlent à longueur de journée que l'UE est synonyme de guerre, de perte d'identité et de propagande LGBT...

Par Anne Dastakian
Extrait de Marianne.

« Mon ennemie, c'est la finance »



La juge Eva Joly

Procureure puis juge d'instruction, conseillère pour plusieurs gouvernements, ancienne députée européenne et aujourd'hui avocate, la Franco-Norvégienne Eva Joly incarne autant la lutte anti-corruption que celle contre le dérèglement climatique. Parce que les deux sont liées, parce qu'il n'y a pas d'avenir sans justice fiscale, justifie-t-elle.

Entretien

J'ai passé une nuit d'hiver dehors » est une expression norvégienne qui signifie que l'on a traversé une expérience hors-norme, survécu à de grands dangers. La nuit d'hiver d'Eva Joly, ce fut la tentaculaire instruction Elf. Aujourd'hui avocate, l'ex-magistrate, députée européenne et candidate à la présidentielle française Eva Joly raconte ses mille vies dans son autobiographie.

Vous avez tour à tour été magistrate d'instruction, conseillère pour le gouvernement norvégien – votre pays natal –, eurodéputée Les Ecologistes, candidate à la présidentielle française en 2012... Vous avez aussi enquêté sur la crise financière en Islande, apporté votre expertise dans la lutte contre la corruption à plusieurs pays africains et à l'Afghanistan, vous êtes avocate depuis 2015. Quel est l'engagement dont vous êtes le plus fière ?

La période durant laquelle j'ai été juge d'instruction a été la plus dure mais aussi la plus gratifiante car il y

avait l'idée de faire appliquer la loi à l'encontre de ceux qui volent massivement l'argent public. La magistrature française était, à cette époque, faite pour s'occuper des voleurs de sacs à main, pas des grands dirigeants.

Vous écrivez justement que lorsqu'au milieu des années 90 vous envoyez Loïk Le Floch-Prigent, le patron d'Elf, en prison, tout le monde s'est offusqué car ça ne se faisait pas. Les choses ont changé ?

Oui, car les instructions contre un ancien Premier ministre (François Fillon, NDLR) et contre un ancien président de la République (Nicolas Sarkozy, NDLR) se poursuivent. Se terminent même. N'oublions pas que ce sont des procédures qui prennent du temps, il faut en moyenne dix ans environ entre le début d'une affaire et son dénouement en Cassation.

Dans les années 90 encore, les banques ne jouaient pas le jeu de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre la grande fraude fiscale. Et aujourd'hui ?

Ici aussi, les choses ont changé. Les banques sont dotées d'importants services de compliance, leurs obligations légales ont été renforcées, leurs licences peuvent leur être retirées et lorsqu'elles ne jouent pas leur rôle, il ne s'agit généralement plus d'accidents mais de comportements délibérés et donc sanctionnables.

Vous écrivez dans votre autobiographie qu'en de nombreux moments, votre ennemie, ça a été la finance. La lutte contre les injustices et les iniquités, ça a toujours été un fil rouge ?

Ça a été, et ça demeure, une motivation et une récompense. Qu'y a-t-il de mieux que trouver un sens à sa vie ? Au printemps 2022, l'université de Stavanger, en Norvège, m'a appelée pour enquêter sur le naufrage d'une plateforme pétrolière survenu en mer du Nord en mars 1980 : 123 personnes y avaient perdu la vie. Nous avons fouillé dans de nombreuses archives afin de reconstituer au plus près cette tragédie. Au printemps 2024, nous avons résumé nos recherches dans un rapport de 80 pages largement documenté, ce long article pointe des responsabilités et rend justice aux ouvriers qui sont décédés. C'est une vraie satisfaction.

Vous avez vécu de nombreuses vies mais éprouvez-vous des regrets ?

Ce n'est pas dans mon tempérament, je ne suis pas douée pour regretter. Ma vie aujourd'hui est le résultat de tout ce que j'ai fait auparavant. Dans la trame de ma vie, je ne sais quel fil je pourrais couper pour



être là où je suis aujourd'hui.

Vous vous envollez après-demain pour New York (cette interview a eu lieu le 10 décembre, NDLR) : outre votre carrière d'avocate, quels sont vos projets ?

Pour donner suite à la faillite de Lehman Brothers en 2008, des experts de stature internationale se sont réunis au sein de l'Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation (Icric), son rôle est de faire des propositions pour une meilleure justice fiscale. Je les ai rejoints en 2015. Nous travaillons maintenant à la création d'un impôt minimum mondial pour les milliardaires : une taxe de 2 % sur leurs revenus annuels et leur patrimoine. Ces milliardaires ne sont que 3.000 dans le monde, ils sont faciles à identifier, l'état de leur richesse est connu : si cette taxe était appliquée, elle rapporterait aux Etats autant que l'impôt sur les sociétés. Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui, elles sont une véritable menace pour notre démocratie, détruisent nos sociétés et notre environnement.

Montée de l'extrême droite, ingérence, suspicions de corruption : le Parlement européen est sous pression. Vous l'avez fréquenté pendant près de dix ans, qu'en pensez-vous ?

L'Union européenne a déjà connu des tempêtes et en connaît encore mais elle avance. On peut par exemple saluer la création en 2021 du parquet européen : il peut rapidement agir dans les affaires transfrontalières, sans passer par des commissions rogatoires. C'est un progrès fantastique. En matière de corruption, il y a bien sûr le Qatargate mais cette malhonnêteté apparente a été détectée, une enquête a été ouverte et est toujours en cours. De manière générale, la nature humaine étant ce qu'elle est, on ne peut éviter qu'il y ait des brebis galeuses dans une assemblée de plus de 700 personnes. Le Qatargate n'est pas un problème structurel au Parlement. Quant à la montée de l'extrême droite, c'est une vraie catastrophe, c'est comme si on n'avait rien appris, rien compris. Monter les ci-

toyens les uns contre les autres ne peut aboutir qu'à des drames. L'extrême droite surfe sur la peur des gens et se présente comme la solution, ce qu'elle n'est pas. Comment quelqu'un peut-il penser que Bardella pourrait être Premier ministre et incarner la solution à un problème quelconque ? Vingt-neuf ans, totalement sans expérience, sans culture...

Que pensez-vous de cette crise inédite que traversent les institutions françaises ? Est-ce la fin de la V e République ?

Il faut que les députés apprennent très vite l'art du compromis et qu'on ne renverse pas un gouvernement si on n'est pas prêt à prendre la responsabilité d'en créer un autre. La Norvège a une grande expérience des gouvernements minoritaires, il y a eu quelques gouvernements renversés mais c'était toujours par des gens qui étaient prêts à prendre le pouvoir. Mais quand c'est le résultat entre l'extrême gauche et l'extrême droite, ça ne fait pas sens et les gens ne comprennent pas, ils sont furieux. Il faut maintenant pouvoir faire des compromis et je pense que devant la colère des gens, devant les tracteurs qui défilent et bloquent des routes, ils vont être raisonnables.

Qui porte la responsabilité de cette crise ? Le Président ? L'opposition ? Le RN ?

Pour moi, c'est clairement celle du président de la République. Il n'a pas voulu admettre l'échec des élections européennes et a pensé que le vote serait différent lors d'élections nationales parce que l'Europe, c'est loin, c'est moins important. Il a cru qu'en dissolvant l'Assemblée, il allait recréer une majorité en sa faveur. C'était un calcul erroné, la logique aurait été alors qu'il démissionne. On voit le déséquilibre : le président peut dissoudre l'Assemblée mais l'inverse n'est pas vrai. Si maintenant on n'arrive pas à faire des compromis, il faudrait effectivement une nouvelle Constitution.

Que diriez-vous de l'état de la gauche en France aujourd'hui ? Le Nouveau Front populaire est-il le meilleur moyen pour celle-ci d'accéder à nouveau au pouvoir ou les socialistes et les écologistes doivent-ils retrouver leur autonomie par rapport à la France insoumise ?

Le drame de la gauche, c'est que se présenter divisée, c'est perdre à coup sûr. Mon espoir à moi, c'est que les écologistes sortent du rang et que l'on puisse faire un gouvernement autour de l'écologie. C'est une chose sur laquelle on devrait pouvoir se mettre d'accord car c'est un thème qui n'a eu aucune place chez Macron et chez Barnier. Alors qu'il y a urgence. Mais pour le reste, je n'ai plus de mandat, mon opinion n'est pas intéressante.

Vous auriez aimé ajouter un chapitre à votre livre ?

Oui, je pense que je n'ai pas assez parlé de ce que j'attends de cette dernière partie. Ce sera pour une éventuelle réédition.

JOËL MATRICHE (AVEC J. M.)

Accord UE-Mercosur : «Il n'engage que la Commission, pas les États membres», assure une ministre française

Panique en vue ?



Après l'annonce de la finalisation de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur par la présidente de la Commission européenne, ce vendredi 6 décembre, la ministre déléguée au Commerce extérieur démissionnaire de la France a assuré que le texte n'était pas encore signé. « Ce qu'il se passe à Montevideo, [...] c'est simplement la conclusion politique de la négociation », affirme ainsi Sophie Primas.

« Aujourd'hui n'est clairement pas la fin de l'histoire. » Quelques minutes après l'annonce, par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, de la finalisation de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, la ministre déléguée au Commerce extérieur démissionnaire de la France a tenté de se montrer rassurante. « Ce qu'il se passe à Montevideo n'est pas une signature de l'accord mais simplement la conclusion politique de la négociation. Celle-ci n'engage que la Commission, pas les États-membres », a ainsi affirmé Sophie Primas, ce vendredi 6 décembre.

Après 26 ans de négociations, l'accord annoncé est un véritable soufflet pour l'Élysée, qui avait réaffirmé sur le réseau social X, la veille, que ce projet était « inacceptable en l'état ». « Nous continuerons de dé-

fendre notre souveraineté agricole », martèlent les services du gouvernement.

Mais pour Ursula von der Leyen, présente au sommet des pays du Mercosur à Montevideo, cet accord est une véritable victoire pour l'Union européenne (UE) et ses États membres. « Nous envoyons un message clair et fort au monde entier [...] Ce n'est pas seulement une opportunité économique, mais une nécessité politique », s'est-elle félicitée sur son compte X.

Des compensations pour les agriculteurs.

L'objectif étant de réduire les droits de douane des deux côtés de l'Atlantique, tout en permettant de drainer davantage d'investissements afin de « renforcer toute la chaîne de valeur », pour l'industrie, l'emploi et l'innovation. D'après la présidente de la Commission européenne, l'accord « permettra aux entreprises de l'UE d'économiser 4 milliards d'euros de droits d'exportation par an ».

À l'adresse des pays réfractaires, comme la France, la Pologne et l'Italie, Ursula von der Leyen a martelé que cet accord était « une réponse montrant que nous sommes unis sur la scène internationale ». Pas sûr que cela suffise à apaiser les tensions dans le monde agricole français, alors que les manifestations se multiplient ces dernières semaines pour protester contre cet accord de libre-échange perçu comme délétère pour les agriculteurs.

La présidente de la Commission européenne leur a promis des compensations ainsi qu'une meilleure homogénéisation des normes sanitaires entre les différents pays de l'accord. « Nos normes européennes en matière de santé et d'alimentation restent intouchables, insiste-t-elle. Les exportateurs du Mercosur devront se conformer strictement à ces normes pour accéder au marché de l'UE. »

Par Marianne avec AFP

SOCIÉTÉ.

Une fortune à 52 milliards d'euros et des licenciements massifs : plongée dans les comptes de la famille Mulliez

Leurs mains ne tremblent pas quand ils suppriment des emplois, comme ils viennent de l'annoncer chez Auchan. Et nul besoin d'avoir le bras bien long pour le faire, puisqu'exilés fiscaux en Belgique, pour



beaucoup, ils ne sont vraiment pas loin. Dans les méandres d'un gigantesque groupe qui refuse de l'admettre, leur fortune, évaluée à 52 milliards d'euros par l'économiste Benoît Boussemart pour L'Humanité, demeure toujours largement hors de portée.

Ils ne sont pas bling-bling, les Mulliez ! Sur les 850 à 900 descendants directs de Louis et Marguerite, fondateurs de ce qui deviendra la plus vaste nébuleuse du capitalisme familial à la française – avec Auchan, Décathlon ou Leroy Merlin en têtes de gondole -, il n'y aurait, assurent-ils dans les gazettes, que « quatre à cinq jet-setteurs ».

Les armadas de yachts, les flottes d'avions privés ou de voitures de sport, c'est comme la cotation en Bourse : pas leur came ! En principe, la conduite officielle pour siéger au sein de l'Association familiale Mulliez (AFM), la tour de contrôle, réservée aux héritiers et, selon l'idiome en vigueur dans la dynastie – aux « valeurs ajoutées » (maris ou épouses), du gigantesque empire commercial, consiste à s'afficher « dur au travail, efficace, chrétien pratiquant, non frivole avec l'argent ».

Plus d'un milliard d'euros de dividendes versés entre 2021 et 2023

Les Mulliez se veulent généreux avec leurs centaines de milliers d'employés dans le monde et plus encore en France... Avec eux, un paternalisme des plus balourds peut se muer en légende au fil des décennies. Quand la toiture et la flèche de Notre-Dame de Paris s'embrasent au printemps 2019, les Mulliez s'empressent de promettre, pour la reconstruction, leur aide financière, et au passage, celle de leurs personnels... Après tout, dans les hypermarchés, il y a bien de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat salarié. Tout à la confusion, tous dans le même bateau... Voire !

Alors que la maison-mère d'Auchan, le groupe ELO lui-même inscrit dans la galaxie Mulliez, se gargarise de ne pas avoir distribué de dividendes cette année, plus d'un milliard d'euros ont, entre 2021 et 2023, été versés, répartis entre la grande famille (98 %) et les 50 000 salariés actionnaires (2 %). Côté partici-

ipation, le panier pour les employés à temps complet culminait à 17,84 euros l'année dernière.

Thomas Lemahieu
Extrait de L'Humanité.

Majorité communale à Mons : René, prédécesseur de Céline...

Depuis quelques jours, la décision de Nicolas Martin de faire entrer le PTB dans la coalition qui dirigera Mons durant les six prochaines années agite le landerneau politique. Mais à vrai dire, ce n'est pas la première fois que l'extrême-gauche fait partie de la majorité communale à l'hôtel de ville.

Echevin des finances de 1946 à 1952

Comme on l'a rappelé, les communistes ont été au collège des bourgmestres et échevins au lendemain du premier scrutin de l'après-guerre, en 1946. A l'époque, Victor Maistriaux, bourgmestre libéral, avait fait entrer pour la première fois le PSB (ancêtre du Parti Socialiste) dans la majorité.

Mais le « cartel des gauches » (terme qui désignait à l'époque une coalition libérale-socialiste) n'était pas seul. Il y avait un troisième larron, en la personne du Parti Communiste.

Son chef de file, René Noël, était ainsi devenu échevin des finances et des fêtes. Mais cette tripartite ne devait durer qu'une mandature : six ans plus tard, après les élections de 1952, son parti fut rejeté dans l'opposition.

L'UDP cartonne

Mais René Noël reviendra... Lorsqu'en 1971 sa commune de Cuesmes (dont il est devenu entretemps bourgmestre) est fusionnée avec Mons, il se présente aux élections du premier Grand Mons à la tête

René Noël



d'une liste baptisée « Union Démocratique et Progressiste » (UDP).

Formée de communistes, de chrétiens de gauche et d'indépendants, l'UDP cartonne en remportant 7 des 31 sièges du nouveau conseil communal.

Cette formation devient le deuxième parti montois, derrière le PSB (10 sièges) mais devant les Libéraux (6 sièges), le PSC (4), la dissidence libérale « Mons An 2000 » (3) et le Rassemblement wallon (1).

Mais sur recours des libéraux, les élections sont invalidées. Et le nouveau scrutin profite à l'UDP qui emporte 9 sièges. Il talonne ainsi le PSB resté à 10 sièges.

Une tripartite fort peu traditionnelle

A eux deux, ces partis ont la majorité absolue au conseil communal (19 sièges sur 31). Après le premier scrutin de 1971, certains avaient envisagé une tripartite traditionnelle (PSB-PLP-PSC) mais cela devait très vite coïncider. Dans « La Province », on lisait « La campagne du leader PLP Gerhards a été tellement acerbe que M.Collard se refuse à toute collaboration avec ce pamphlétaire »...

Et le « Journal de Mons » renchérisait : « Sept ans d'opposition très rigide et une campagne électorale très dure de la part du leader PLP M.Gerhards rendaient cette formule difficilement acceptable pour un certain nombre de Socialistes. »

René Noël, le retour...

Revenons au second scrutin, qui consacre la victoire de René Noël et de ses troupes. Après bien des palabres, le PSC rejoint le PSB et l'UDP et apporte ses 5 sièges pour former une majorité écrasante de 24 sièges sur 31.

René Noël signe ainsi son grand retour à l'hôtel de ville de Mons. Il retrouve l'échevinat des finances et devient même premier échevin. Son parti reçoit deux autres échevinats.

Mais sous cette large et inédite majorité, la mandature 1971-1976 ne sera pas un long fleuve tranquille. Les finances sont en particulier une pomme de discorde.

Une lente dégringolade

Les élections de 1976 voient la naissance du second Grand Mons et le recul de l'UDP. René Noël et ses amis, qui n'ont plus que 7 sièges sur 45, sont débarqués du collège. PSB et PSC forment la nouvelle majorité.

Six ans plus tard, en 1982, l'UDPW (nouveau nom)

chute à 2 sièges avant de disparaître du paysage politique montois en 1988.

Il faut attendre 2012 pour que l'extrême-gauche fasse son retour au conseil communal, avec l'élection de John Beugnies comme unique conseiller.

Aujourd'hui, le PTB, avec ses 4 élus, entre donc au Collège et Céline De Bruyn devient échevine du logement, de la jeunesse, de l'égalité des chances et de la petite enfance.

Benjamine du Collège, Céline De Bruyn n'a que trente ans. A sa naissance, René Noël était déjà mort depuis sept ans...

A propos de majorité absolue



On a aussi beaucoup parlé de la perte de la majorité absolue de la liste de Nicolas Martin. Rappelons que cette liste a obtenu 22 sièges.

Là aussi, l'histoire tempère la portée de l'événement. En 1976 déjà (premières élections du Grand Mons actuel), le PS était à 22 sièges et il s'est allié avec le PSC. En 1982, rebelote : 22 sièges et la reconduction de la coalition PS-PSC.

Mais le PS est même descendu à 20 sièges en 1994. Là aussi, il s'est allié avec le PSC. Cette année-là, il avait recueilli 18.693 voix. A comparer avec les 22.436 voix des élections du 13 octobre dernier..

Céline De Bruyn

Remarque de la rédaction de Nouvelles : Pourquoi l'éditrice de cet article a-t-elle besoin de recourir aux appellations désignant son parti comme parti d'extrême gauche ? Jamais le Parti communiste ne fut désigné comme parti d'extrême gauche. Pourquoi ne pas dire : gauche radicale ?

Un homme de qualité passe le relais.

Serge Hustache , président du Collège provincial, ne s'est plus présenté lors des récentes élections d'octobre. Connaissant bien Serge pour l'avoir sollicité à plusieurs reprises durant ses mandats, je tenais à partager avec les lecteurs de Nouvelles toute l'estime que j'ai éprouvée pour l'écoute, les conseils, les soutiens qu'il a accordés au Secours Populaire Wallonie-Bruxelles. D'où la publication de son

« au revoir » à la population hainuyère sur Facebook.

Robert Tangre

**Chères amies,
Chers amis,**

Dans quelques jours, je tournerai une page. Une page longue de 18 ans faite de hauts et de bas, de défis et de projets mais surtout, une page riche de rencontres. Dans quelques jours, je quitterai mon mandat de Député-Président du Collège provincial. Une certaine nostalgie m'envahit car, pendant 18 ans, je me suis investi sans relâche pour l'Institution provinciale.

La Province de Hainaut, je l'ai découverte en 2006, un peu par hasard. À force de travail, avec l'aide et la collaboration de l'Administration provinciale et de mon équipe, j'ai contribué à assainir les finances, à les ramener à l'équilibre. Les mesures adoptées n'ont pas toujours été faciles : moratoire sur le personnel, diminution des budgets de fonctionnement des institutions... mais pas que...

Et en même temps, nous avons œuvré ensemble au rayonnement de la Province de Hainaut et de la Wapi. Je veux pour exemple le vaste chantier de rénovation de la Cathédrale de Tournai. Pensez donc ! Un enfant des sorcières au chevet de Notre-Dame ! Qui l'eut cru ?

Citons aussi la salle de sports de l'enseignement provincial d'Ath, la construction d'un nouveau bâtiment sur le site de la Cité Georges Point à Tournai ou encore le chantier de reconstruction des Tourelles à Chercq.

Mais la Province, c'est aussi des asbl reconnues pour leur expertise et leur plus-value. Je pense aux Ateliers Tournaisiens de Tapisserie, le CRECIT, qui emploie les dernières licières de haute-lice, au CARAH asbl, qui apporte chaque jour des aides précieuses aux agriculteurs qui en ont tant besoin et aussi à Le Moulin de la Hunelle asbl qui emploie une centaine de travailleurs porteurs de handicaps.

Mais la Province en Wapi, c'est aussi le soutien à Les Rencontres Inattendues, festival qui accueille des milliers de spectateurs chaque année, amateurs de musique et/ou de philosophie.

Durant mes trois mandats, j'ai vu passer un nombre incalculable de réformes touchant les provinces avec, par exemple, des transferts de compétences irréflectés et mal organisés. Je pense au transfert des voiries qui a mis plus de dix ans à se concrétiser et qui aboutit aujourd'hui à une gestion calamiteuse des anciennes routes provinciales.

Mais il m'est impossible de ne pas évoquer la ré



Serge Hustache

forme la plus injuste et la plus surréaliste qu'il m'ait été donné de vivre : la reprise du financement communal des zones de secours par les provinces. Cette réforme punit en quelque sorte les provinces qui ont eu le mérite de gérer sainement et rigoureusement leurs finances pour aider les grandes villes wallonnes, beaucoup moins regardantes à l'utilisation des deniers.

Je pensais avoir tout vu, avoir tout connu. Je pensais que le pire était derrière les Provinces mais c'était avant. Avant de lire la Déclaration de Politique Régionale du Gouvernement MR-Engagés qui, sous de faux prétextes de saine gestion des deniers publics, condamne à mort l'Institution provinciale.

En effet, sous des prétextes populistes, ce sont des milliers d'agents dont l'emploi est menacé par des mesures improvisées et poujadistes. Ce sont pourtant des services indispensables, rendus chaque jour aux Hainuyers dans des domaines variés qui sont dorénavant menacés : enseignement, action sociale, prévention des inondations pour n'en citer que quelques-uns.

Je ne peux quitter mes fonctions sans tirer le signal d'alarme car j'ai les plus grandes craintes pour l'avenir de l'Institution provinciale. Le risque qu'elle soit bradée, de manière inconséquente et irréflectée, est grand !

Et que dire de la Wapi qui n'est plus représentée à la table du Collège provincial ? Il ne faut pas être grand connaisseur de la politique pour savoir que les absents ont toujours tort. Le risque est grand que les économies se fassent d'abord là, qu'aucun projet n'y soit développé ni même défendu.

Pourtant, Laetitia Liénard, meilleur score provincial dans toute la Wallonie, aurait été LA bonne personne à LA bonne place. Outre son score exceptionnel, ses compétences et son bilan, tant à l'Echevinat des Finances qu'à la Présidence du CPAS de Tournai, plaident pour elle. Aussi, elle n'a jamais hésité à relever les défis, à moderniser et à réformer des services qui en avaient besoin, tant d'un point de vue financier qu'organisationnel. Elle aurait pu apporter à l'Exécutif provincial cette fraîcheur et ces impotences, ô combien nécessaires, à l'aube de réformes profondes imposées par la Région wallonne.

Je crains également que le travail que j'ai accompli en 18 ans ne soit balayé en quelques décisions dictées par les états-majors des grandes villes hennuyères.

Enfin, ma confiance en les agents provinciaux reste inébranlable car je sais, mieux que quiconque, le travail qu'ils accomplissent chaque jour, la résilience dont ils font preuve ainsi que l'utilité de leurs missions !

Bonne chance à tous ceux qui vont continuer la belle aventure provinciale !

Serge Hustache

Wapi : Maison du Tourisme de la Wallonie picarde

Elle s'appelait Rebecca

Elle a fait le marathon féminin des Jeux olympiques de Paris. Elle est rentrée au Kenya où elle vivait. Son ancien compagnon a jeté de l'essence sur elle et a mis le feu. Elle est morte de ses brûlures. Elle avait 33 ans. Elle s'appelait Rebecca Cheptegei. Comme beaucoup d'autres femmes dans le monde, Rebecca a été victime d'un féminicide.

Superwomen

Les JO de Paris semblent déjà loin et leur palmarès encore davantage. Si je vous dis « marathon féminin » ? Vous souvenez-vous de Sifan Hassan, de Tigist Assefa et de Hellen Obiri ? Bien sûr ? À peine ? Pas du tout ? Si c'est « pas du tout », c'est bien compréhensible, même si on a beaucoup parlé de ces 3 grandes athlètes, de ces 3 "superwomen". C'était les 3 premières du marathon qui a clôturé les Jeux le 11 août 2024. Et vous connaissez sans doute encore moins l'Ougandaise



Rebecca Cheptegei. Elle a terminé à la 44e place du marathon. Début septembre, son nom apparaît dans les journaux pour une autre raison. Elle est morte après avoir été brûlée par son ancien compagnon.

Les faits

Le 1er septembre, son ancien compagnon s'introduit dans sa maison, alors qu'elle se trouve à l'église avec ses 2 filles de 9 et 11 ans. À leur retour, il verse de l'essence sur Rebecca et y met feu, devant ses enfants. Elle est conduite aux soins intensifs à l'hôpital dans un état critique. Elle est brûlée à plus de 80 %. Malgré les soins, elle décède 4 jours plus tard, le 5 septembre. L'agresseur, brûlé à 30 %, décèdera peu après.

Féminicide

Apparemment, le couple séparé avait des disputes fréquentes et l'ex-compagnon montrait une tendance certaine à la violence. Pourquoi a-t-il agressé Rebecca ? Parce qu'elle avait acheté un terrain pour faire construire une maison, sans lui.

Parce que son ex-compagne faisait preuve d'indépendance. Parce qu'elle était une femme. Rebecca a été victime d'un féminicide. Le féminicide, c'est le meurtre d'une femme parce qu'elle est une femme.

Même les superwomen se font agresser par des hommes. Même les superwomen meurent parce qu'elles sont des femmes.

Au Kenya

Rebecca Cheptegei était née à la frontière entre l'Ouganda et le Kenya. Elle avait la nationalité ougandaise, mais elle vivait au Kenya. Depuis plusieurs, au Kenya, des associations féministes réclament une politique pour lutter contre la violence des hommes. En janvier 2024, plus de 20 000 personnes, presque toutes des femmes, avaient manifesté contre le féminicide dans les rues de Nairobi, la capitale du Kenya. Audrey Mugheni, responsable d'un mouvement contre les féminicides, avait déclaré à cette occasion : « Le patriarcat est une composante très forte de la société kényane (...) Pour une femme, la réussite sera d'avoir des enfants et un mari. Pour un homme, ce sera d'avoir de l'argent et du pouvoir. Si une femme a du pouvoir et de l'argent, ça devient douteux. »

Une association de lutte contre les féminicides au Kenya (Femicide Count Kenya) a enregistré 152 féminicides en 2023. Le drame du féminicide touche tous les pays du monde. Dans le monde, selon l'ONU, une femme ou une fille est tuée par son partenaire ou un membre de sa famille toutes les 11 minutes.

À l'ONU

Le 5 septembre, le porte-parole du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'a rappelé devant les journalistes : « Chaque jour dans cette salle, nous passons beaucoup de temps à parler des problèmes liés à la paix et la sécurité dans le monde. Aujourd'hui, je veux prendre un moment pour évoquer la mort tragique de Rebecca Cheptegei, qui illustre un problème plus large trop souvent ignoré. » Le porte-parole a ajouté : « Les violences basées sur le genre sont une des violations des droits humains les plus répandues dans le monde et devraient être traitées comme telles. »

Antonio Guterres, le secrétaire général l'ONU, avait lui déclaré : « Nous vivons dans une culture dominée par les hommes, qui rend les femmes vulnérables en les privant d'égalité, de dignité et de droits (...) Nous en payons tous le prix. Nos sociétés sont moins pacifiques, notre économie moins prospère et notre monde moins juste. Mais un autre monde est possible. »

Combat à mener

La ville de Paris a annoncé qu'elle donnerait le nom de Rebecca Cheptegei à un site sportif. Et au Kenya, de plus en plus de voix et d'associations s'élèvent contre les violences faites aux femmes et le féminicide. La mort de Rebecca a au moins

servi à ça.

Véronique Ceuppens

Extrait de *l'Essentiel* (<https://www.journalessentiel.be/>)

LECTURE

La liste de Kersten, un juste parmi les démons.

Thème



Si l'Histoire est faite de nombreuses histoires, celle de Félix Kersten, né en 1898 en Livonie (Estonie d'aujourd'hui) et marqué par le cosmopolitisme de ses origines et de son parcours, mérite aussi une majuscule. Médecin finlandais doué, héros improbable, ballotté par les circonstances, il aurait pu sombrer dans l'oubli, victime du scepticisme et de l'incrédulité, si Joseph Kessel, dans *Les mains du miracle* (1960) et deux pays d'accueil, les Pays-Bas et la Suède, n'avaient pas

fini par le reconnaître. A ses risques et périls, ce « juste » discret a sauvé à la fin de la Seconde guerre mondiale bien plus de vies que beaucoup de gloires reconnues.

Points forts.

Sans fioritures littéraires, ce livre se lit d'un trait. Très documenté, il est taillé dans le roc brut d'un moment inhumain de l'histoire : la vie et la mort du régime nazi. Il met en scène le rôle d'un médecin aux mains miraculeuses et à la vie itinérante qui soigna une patientèle internationale de grands de ce monde parmi laquelle l'horrible Heinrich Himmler, chef zélé des SS et acteur majeur de la « Solution finale ». L'ouvrage raconte comment le docteur Kersten rencontre, agit, se rend indispensable, intrigue dans le bon sens du terme, revient à la charge, prend des risques, survit à l'hostilité et aux embûches jusqu'au crépuscule des dernières heures du régime nazi. Soigner Himmler, créer la confiance avec ce qui lui reste d'humanité ou de calcul, lui permettra pendant de longs mois oppressants, d'arracher des noms, toujours des noms, jusqu'à 100 000 dont 60 000 juifs, à leur mort certaine.

Quelques réserves.

L'historien ne se risque pas, à raison, à la psychologie de son héros. On aurait aimé comprendre les ressorts profonds de ce qu'éprouvait ce médecin taiseux qui sauva des innocents bien au-delà de son serment d'Hippocrate.

Encore un mot ...

Ce livre d'histoire est un roman sans en avoir le titre. Sans la légende du grand écran, comme La liste de Schindler, sans l'orgueil du comte Bernadotte qui bâtit une part de sa légende à son détriment, Félix Kersten est un personnage de roman où l'Histoire, l'horreur, l'abomination, la perversité d'idéologies meurtrières tiennent le premier rôle. Dieu merci, il est des hommes dans l'ombre, courageux, déterminés et efficaces, pour leur tenir tête.

Une phrase.

Lourde tâche que de faire revivre Félix Kersten ! « Je n'ai pas de conscience ; ma conscience s'appelle Adolf Hitler ! » (H. Goering)

Un trésor dans les mains ! C'est ce que l'œil exercé du docteur Ekman a repéré chez Kersten. Dans l'Histoire comme dans la vie, le plus inattendu est toujours le plus certain...

Ce n'est qu'une contradiction de plus : Himmler ne fait jamais ce qu'il voudrait faire, mais ce qu'il pense que le Führer voudrait qu'il fasse.

L'auteur.

Né en 1948, François Kersaudy a enseigné l'histoire contemporaine à Oxford et à l'université de Paris I. Polyglotte, inspiré par les figures historiques comme Churchill, Macarthur, Staline, Lord Mountbatten et De Gaulle, il est, dans une œuvre abondante, également le biographe de Goering et auteur des Secrets du IIIème Reich qui connurent un grand succès. Ce livre est son 30ème ouvrage.

Sur Culture Tops, retrouvez deux chroniques de Françoise Thibaut sur les livres de François Kersaudy :

- La première République
- Churchill

La question de la solidarité internationale face au blocus

Clairement, Cuba est à un moment-clé dans son évolution. Les difficultés économiques sont réelles, et la pandémie n'a rien arrangé. Toutefois, il apparaît clairement que nombre de ces difficultés pourraient être surmontées si le blocus imposé par les États-Unis était levé. On peut se demander quel intérêt a la première puissance mondiale à ainsi accabler une petite nation, si ce n'est celui de dissuader toute voie indépendante du capitalisme dans d'autres pays du Sud. La crise de l'hégémonie états-unienne en Amérique latine et le retour de la gauche dans de nombreux pays de la région vont certainement créer des conditions plus favorables pour Cuba, mais il reste néanmoins fondamental, particulièrement en Europe, de contester les pratiques intolérables des sanctions menées par le puissant voisin de l'île.

L'amplification de la solidarité dans les mouvements progressistes (notamment lors de campagnes de solidarité active pour la récolte de matériel médical ou autre) devraient trouver de nouveaux alliés, notamment dans les petites et moyennes entreprises qui pourraient trouver de nouveaux débouchés certainement plus accessibles que le marché nord-américain. Un mouvement d'ampleur qui dépasse le cadre de la gauche radicale, partout en Europe, pourrait forcer de nombreux gouvernements à condamner plus fermement les États-Unis, et à sanctionner ce pays qui foule au pied le droit international. Ce serait l'aide la plus utile des progressistes européens à cette île qui a déjà tant donné à la cause de l'émancipation des peuples...

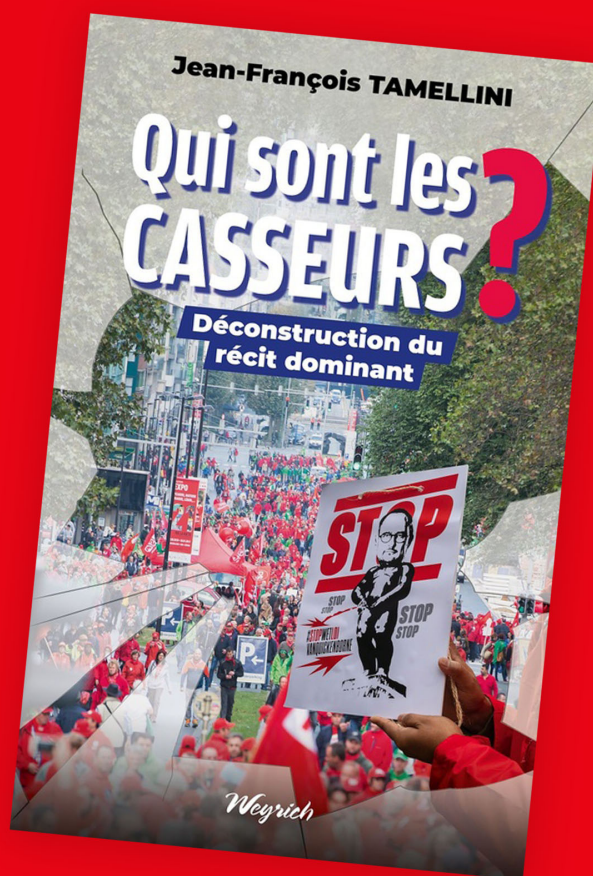
François D'Agostino
Historien, animateur culturel à l'ACJJ

QUI SONT LES CASSEURS?

Un débat avec Jean-François Tamellini
(FGTB Wallonne) autour de son dernier livre

LE 25/02/25

À 19.30



MAISON DE LA LAÏCITÉ DE L'ENTITÉ COURCELLOISE
5, RUE EMILE VANDERVELDE, 6182 SOUVRET

ORGANISÉ PAR



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

ÉD.RESP: R. TANGRE, 11, RUE J. LAHAUT 6020 DAMPREMY